

29 mars 2021

Turquie : Le Vendredi civil (*Sivil Cuma*)

Avertissement

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. Le facteur religieux dans la question kurde	3
2. La campagne du Vendredi civil de 2011	4
3. Politique d'apaisement et poursuite du mouvement.....	6
4. Poursuites judiciaires.....	7
Bibliographie.....	9

Résumé : Le Vendredi civil est une campagne de manifestations religieuses lancée à partir du 25 mars 2011 et se poursuivant au moins jusqu'en 2013 avec le soutien du Parti pour la paix et la démocratie (BDP, opposition légale pro-kurde) et du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, mouvement armé pro-kurde) : à Diyarbakır et autres villes, dans la rue ou des salles prêtées par des municipalités sympathisantes, des prédicateurs non officiels formés dans les écoles religieuses parallèles (medrasa) prononcent des prières et sermons en langue kurde pour réclamer le droit à l'usage de la langue maternelle et la fin de la répression. Les sources ne mentionnent que de rares cas de heurts, arrestations et condamnations liées à cette campagne.

Abstract : Civil Friday was a campaign of religious demonstrations launched from March 25, 2011 and continuing until at least 2013 with the support of the Party for Peace and Democracy (BDP, pro-Kurdish legal opposition) and the Workers' Party of Kurdistan (PKK, pro-Kurdish armed movement): in Diyarbakır and other towns, in the street or in rooms lent by sympathetic municipalities, unofficial preachers trained in parallel religious schools (madarsa) delivered prayers and sermons in the language Kurdish to demand the right to use the mother tongue and the end of the repression. The sources only mention very rare cases of clashes, arrests and convictions linked to this campaign.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. Le facteur religieux dans la question kurde

Le « Vendredi civil » (en turc : « *sivil Cuma* ») ou « prières civiles du Vendredi » (en turc : « *sivil Cuma namazı* ») ou encore « prières alternatives du Vendredi¹ » est une campagne de manifestations religieuses d'inspiration pro-kurde lancée en Turquie en 2011. Selon l'universitaire américain Mustafa Gürbüz, professeur associé à l'*Arab Center* de l'université américaine de Washington et auteur d'un ouvrage, « Rival Kurdish Movements in Turkey: Transforming Ethnic Conflict », consacré aux mouvements pro-kurdes en Turquie², cette campagne est lancée à l'initiative du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK³), mouvement armé « ethno-nationaliste » pro-kurde de Turquie⁴. Le PKK, fondé en 1978, mène depuis 1984 une guérilla entrecoupée de trêves unilatérales contre les forces de sécurité turques ; depuis 1998, il a ses bases principales dans les monts Qandil (nord de l'Irak)⁵. La chercheuse israélienne Ofra Bengio, de l'université de Tel Aviv, insiste davantage sur le rôle de l'opposition pro-kurde légale représentée par le Parti pour la paix et la démocratie (BDP⁶), principale formation de l'opposition légale pro-kurde : la campagne du « Vendredi civil » se développe parallèlement à une campagne de ce parti, les « tentes de la solution démocratique », pour le droit à l'expression publique et à l'éducation en langue kurde (voir 2.)⁷.

Le BDP est un parti pro-kurde représenté au Parlement qui a succédé au Parti pour une société démocratique (DTP⁸) dissout par la Cour constitutionnelle en décembre 2009⁹ ; renommé Parti démocratique des régions (DBP¹⁰) en juillet 2014, il est allié au Parti démocratique des peuples (HDP¹¹) dans la mouvance politique légale pro-kurde ; associés à plusieurs petits partis, ils forment le Congrès démocratique des peuples (HDK)¹².

Le PKK, issu de l'extrême-gauche marxiste, a longtemps marqué une certaine méfiance envers la culture de l'islam sunnite, traditionnelle parmi les Kurdes : son idéologie présente le zoroastrisme, religion iranienne préislamique, comme la religion originelle des Kurdes, et l'islam comme une croyance imposée par les « colonisateurs » arabes et turcs. Cependant, à partir de 1990, le PKK développe une propagande à destination des sunnites pratiquants ; à son 4^{ème} congrès, le 26 décembre 1990, il crée une « Union des gens pieux du Kurdistan ». Dans les années 2000 et particulièrement après les élections de 2007, le PKK accentue son discours religieux pour faire obstacle à l'influence croissante dans les régions kurdes de Turquie de deux courants islamiques turcophones : le Parti de la justice et du développement (AKP), mouvement islamo-conservateur qui détient la majorité gouvernementale depuis 2003, et la confrérie *Hizmet* se réclamant du prédicateur Fethullah Gülen, alors allié de l'AKP. Les formules d'invocation musulmanes (« *Selamun Aleyküm* », « *İnşaallah* », « *Maşallah* »¹³), jusque-là proscrites parmi les militants du PKK, deviennent habituelles dans le vocabulaire de ses dirigeants ; certaines femmes de la guérilla se mettent à porter le foulard ; les prières musulmanes apparaissent aux funérailles des combattants clandestins tués¹⁴.

Ce rapprochement du mouvement pro-kurde avec la tradition islamique trouve un certain écho chez les jeunes imams d'origine kurde formés dans les *madrasas* (écoles religieuses). Ces écoles, interdites en Turquie depuis 1924 dans le cadre d'une politique de laïcisation forcée de l'éducation, ont survécu de façon semi-clandestine dans les régions kurdes, avec l'argent et le soutien des habitants ; leurs

¹ Ilke Haber, 15/04/2011, [url](#)

² American University, Washington DC, « Mustafa Gurbuz, Sr Adjunct Professorial Lecturer, Critical RGC Studies », s.d., [url](#)

³ En kurde : « *Partiya Karkerên Kurdistan* ».

⁴ GÜRBÜZ Mustafa, Amsterdam University, 2016, p. 115-120, [url](#)

⁵ Sur le PKK, voir notamment : EASO, 11/2016, [url](#) ; CHABRE Théotime, Les Clés du Moyen-Orient, 06/08/2015, [url](#) ; BAUD Jacques, Globalterrorwatch, 25/04/2012, [url](#) ; Commission de l'immigration et du statut de réfugié au Canada (CISR), 15/06/2012, [url](#)

⁶ En turc : « *Barış ve Demokrasi Partisi* »

⁷ BENGIO Ofra, University of Texas, 15/11/2015, p. 167-168.

⁸ En turc : « *Demokratik Toplum Partisi* ».

⁹ MARCOU Jean, Ovipot, 20/12/2009, [url](#)

¹⁰ En turc : « *Demokratik Bölgeler Partisi* ».

¹¹ En turc : « *Halkların Demokratik Partisi* ».

¹² En turc : « *Halkların Demokratik Kongresi* ». Hürriyet Daily News, 13/08/2014, [url](#)

¹³ Respectivement : « Que la paix soit avec vous », « Si Dieu le veut », « Dieu soit loué ! » (ou « Dieu l'a voulu ! »).

¹⁴ GÜRBÜZ Mustafa, Amsterdam University, 2016, p. 113-115, [url](#)

prédicateurs étaient souvent plus appréciés que ceux issus des écoles officielles de formation d'imams (en turc : « *imam-hatip* »)¹⁵. Le culte musulman en Turquie est placé sous la direction d'une administration d'Etat, la Présidence des affaires religieuses (acronyme : DİYANET ou Diyanet¹⁶) ; en fait, seul le culte sunnite de rite hanéfite est officiellement reconnu ; la DİYANET est souvent critiquée pour sa conception étroite de l'islam associé à l'identité nationale turque¹⁷. Les prédicateurs formés dans les *madradas* sont appelés « *mele* », équivalent turc de « *mollah*¹⁸ ». Ils sont souvent liés aux ordres mystiques soufis dirigés par des maîtres spirituels (en arabe : « *cheikh* », en kurde : « *şêx* » en turc : « *şeyh* »), fortement implantés depuis le Moyen Âge parmi les Kurdes comme parmi les autres populations musulmanes du Moyen-Orient. En Turquie, la confrérie la plus importante, celle des Naqshbendis, est interdite et marginalisée après son implication dans la révolte conduite en 1925 par le chef religieux kurde Cheikh Saïd Piran ; elle redevient publiquement active sous le gouvernement de Turgut Özal (Premier ministre puis président de la République de 1983 à 1993) qui lui est favorable¹⁹. A partir des années 1970, beaucoup d'élèves de *madrada* sont attirés par les idées d'extrême-gauche, ce qui les amène à une prise de conscience de leur identité kurde²⁰. Zahit Çiftkuran (voir 2.), né à Hazro (province de Diyarbakır) en 1966, est élève d'une *madrada* de 1982 à 1990 et commence à exercer comme prédicateur à l'âge de 18 ans ; questionné par le journal de gauche *Evrensel* en 2011, il explique que tout l'enseignement de sa *madrada*, y compris les cours de langue et grammaire arabes, se tenait en langue kurde, et qu'elle a été fermée par les autorités pour cette raison²¹.

2. La campagne du Vendredi civil de 2011

En 2011, un groupe de prédicateurs de langue kurde fonde l'« Association religieuse pour la coopération et la solidarité (acronyme : DİAYDER ou DİAY-DER²²)²³. Cette association, qui compte 85 membres à la fin de 2011, est présidée par Zahit Çiftkuran (voir 1.)²⁴.

Le 24 mars 2011 à Batman (Sud-Est), se tient un rassemblement de 20 000 personnes sous le nom de « tentes de la solution démocratique », pour le droit à l'expression publique et à l'éducation en kurde. Au cours des rassemblements des « tentes », organisés par plusieurs municipalités pro-kurdes tenues par le BDP, l'appel à la prière est prononcé en langue kurde, ce qui est une rupture à la fois avec la tradition de l'islam kurde et celle de l'islam officiel turc où l'appel se fait en arabe²⁵.

Selon le journal turc pro-kurde *Bianet*, dans un article publié le 8 avril 2011, c'est à partir du 25 mars 2011 que des prédicateurs liés à la DİAYDER tiennent en langue kurde des sermons et prières publiques du vendredi, désignés comme « Vendredi civil » : des milliers de personnes viennent assister à ces cérémonies dans plusieurs villes de l'est et du sud-est de la Turquie, Diyarbakır, Şırnak, Batman, Mardin, Van, Ağrı, Muş, Hakkari, mais aussi dans l'ouest du pays, à Adana, İzmir, Mersin et İstanbul où vivent d'importantes communautés kurdes²⁶. Cette campagne est qualifiée de « désobéissance civile²⁷ » ; la date choisie coïncide avec le Newroz (Nouvel An kurde), date symbolique des revendications pro-kurdes²⁸. Par ailleurs, elle survient lors de l'ouverture à Diyarbakır du procès de 152 militants pro-kurdes accusés de liens avec l'Union des communautés du Kurdistan (KCK²⁹, voir 4.),

¹⁵ GÜRBÜZ Mustafa, Amsterdam University, 2016, p. 116-118, [url](#)

¹⁶ En turc : « *Diyanet İşleri Başkanlığı* ».

¹⁷ BURDY Jean-Paul, Ovipot, 16/10/2010, [url](#) ; BURDY Jean-Paul, Ovipot, 20/04/2010, [url](#)

¹⁸ Wikipedia (en turc), « Mele (dinî unvan) », m.à j. le 10/06/2020, [url](#) ; Evrensel, 27/12/2011, [url](#)

¹⁹ Kurdanistica.com, « Sufi Mystic Orders », 1992, [url](#)

²⁰ GÜRBÜZ Mustafa, Amsterdam University, 2016, p. 116-118, [url](#)

²¹ Evrensel, 27/12/2011, [url](#)

²² En turc : « *Din Adamları Yardımlaşma ve Dayanışma Derneği* ».

²³ GÜRBÜZ Mustafa, Amsterdam University, 2016, p. 116-118, [url](#)

²⁴ Evrensel, 27/12/2011, [url](#)

²⁵ BENGIO Ofra, University of Texas, 15/11/2015, p. 167-168.

²⁶ *Bianet*, 08/04/2011, [url](#)

²⁷ En turc : « *Sivil İtaatsizlik* ». Evrensel, 27/12/2011, [url](#)

²⁸ Evrensel, 27/12/2011, [url](#)

²⁹ En kurde : « *Koma Civaken Kurdistan* ».

organisation illégale créée en 2009 et considérée par les autorités turques comme la branche urbaine du PKK³⁰.

Mustafa Gürbüz attribue l'initiative de ce « Vendredi civil » à la direction du PKK et plus précisément à son commandant effectif, Murat Karayılan, qui exerce la direction politique et militaire au nom de son chef historique Abdullah Öcalan, condamné depuis 1999 à purger une peine d'emprisonnement à vie en Turquie³¹. A l'approche des élections législatives turques prévues pour le 12 juin 2011, les partisans et sympathisants du PKK appellent à boycotter les prêches du vendredi en langue turque délivrés par les imams officiels³². Duran Kalkan, un des principaux commandants du PKK, déclare :

« L'Etat [turc] a arraché la religion des mains du peuple pour en faire sa propre religion. Les Kurdes doivent ouvrir leurs propres lieux de prière. Ils doivent trouver et nourrir leurs propres desservants religieux [...] J'invite les Kurdes à s'opposer au génocide perpétré par l'Etat dans le domaine de la religion³³. »

Le 15 avril 2011 à Diyarbakır, un des participants à la cérémonie est l'imam à la retraite Muhittin Eryılmaz qui, en 2008, avait été arrêté et condamné à deux ans et demi d'emprisonnement pour avoir protesté publiquement, un Coran à la main, contre une opération transfrontalière de l'armée turque contre le PKK dans le nord de l'Irak³⁴.

Quelques semaines avant les élections législatives de juin 2011, Murat Karayılan rend publiquement visite au cheikh Şebendi, un des principaux maîtres spirituels (cheikhs) de la confrérie des Naqshbandis, démarche qui marque la réconciliation entre le PKK et la tradition islamique³⁵.

A Diyarbakır, le lieu choisi pour les prêches du Vendredi civil est hautement symbolique : c'est la place Dağkapı où Cheikh Saïd et ses compagnons avaient été pendus en 1925³⁶. La place Dağkapı accueille à la fois les prières du Vendredi civil et les tentes de manifestation plantées par les partisans du BDP ; ceux-ci surnomment cette place la « Tahrir kurde », par analogie avec les manifestations démocratiques du « Printemps arabe » tenues sur la place Tahrir au Caire ; à une date non précisée, des heurts opposent les manifestants à la police et un policier reçoit un coup sur le nez³⁷. Le président de la DİAYDER (Zahit Çiftkuran, voir ci-dessus), dans un sermon sur la place Dağkapı, désapprouve les « mosquées du système [de la DIYANET] » qui, d'après lui, font la propagande de la « synthèse turco-islamique », idéologie de l'AKP et des nationalistes turcs ; il affirme qu'en matière de religion, les Kurdes n'ont pas de leçons à recevoir des prédicateurs officiels et qu'ils ont parmi eux des centaines de lettrés formés dans les *madrasas*³⁸. Des prédicateurs de la DİAYDER donnent des interviews et sermons sur des médias pro-kurdes réputés proches du PKK ; l'un d'eux, sur ROJ-TV, dénonce Fethullah Gülen, chef de la confrérie *Hizmet* et alors allié du gouvernement de l'AKP, comme un « hypocrite³⁹ ». Selahattin Demirtaş, président du BDP, se solidarise avec les prédicateurs kurdes du Vendredi civil qu'il appelle les « imams civils⁴⁰ » et dénonce les imams officiels turcs comme des agents de l'Etat, assimilés aux membres des Forces spéciales, des « protecteurs de village » et du Service de renseignements et antiterrorisme de la gendarmerie (en turc : *Jandarma İstihbarat ve Terörle Mücadele*, JITEM)⁴¹.

ROJ-TV, renommée en 2012 Nuçe-TV, est une chaîne de télévision émettant en kurde et en turc, ayant ses studios à Bruxelles et son émetteur au Danemark, présentée par le think tank *International Crisis Group* comme un relais de propagande du PKK⁴². Les « protecteurs de village » ou « gardiens de

³⁰ Human Rights Watch, 18/04/2011, [url](#)

³¹ Sur Murat Karayılan et la situation dans les régions kurdes en 2011, voir International Crisis Group, 20/09/2011, [url](#)

³² GÜRBÜZ Mustafa, Amsterdam University, 2016, p. 118, [url](#)

³³ GÜRBÜZ Mustafa, Amsterdam University, 2016, p. 118, [url](#)

³⁴ Habertürk, 15/04/2011, [url](#)

³⁵ GÜRBÜZ Mustafa, Amsterdam University, 2016, p. 115-116, [url](#)

³⁶ GÜRBÜZ Mustafa, Amsterdam University, 2016, p. 118-120, [url](#)

³⁷ Bianet, "Sivil Cuma Namazı' Kılındı", 08/04/2011, [url](#)

³⁸ GÜRBÜZ Mustafa, "Rival Kurdish movements in Turkey: transforming ethnic conflict", Amsterdam University, 2016, p. 119, [url](#)

³⁹ En turc : « *münafık* ». GÜRBÜZ Mustafa, Amsterdam University, 2016, p. 120, [url](#)

⁴⁰ En turc : « *sivil imam* », à ne pas confondre avec les cadres non militaires de la confrérie Gülen parfois désignés par le même terme après le coup d'Etat manqué du 15 juillet 2016.

⁴¹ En turc : « *özel hareketçilerden, koruculardan, jitemcilerden* ». Bianet, 08/04/2011, [url](#)

⁴² International Crisis Group, 30/11/2012, [url](#)

village⁴³ » sont une force paramilitaire pro-gouvernementale levée au sein de la population rurale kurde de l'est et du sud-est de la Turquie ; ils agissent en coopération avec la gendarmerie et les autres forces de sécurité pour combattre la guérilla du PKK. Ils sont impliqués dans de nombreux cas de violation des droits de l'homme⁴⁴. Le JITEM est une unité parallèle de la gendarmerie turque créée dans le cadre de la lutte antiguérilla dans les années 1990 et qui fait l'objet de procédures judiciaires à partir de 2009 ; il est accusé de nombreuses exécutions sommaires et disparitions forcées⁴⁵.

3. Politique d'apaisement et poursuite du mouvement

Après les élections législatives de juin 2011, où les candidats « indépendants » soutenus par la mouvance pro-kurde recueillent 11,2% des voix⁴⁶ et dépassent 60% dans quelques provinces⁴⁷, le gouvernement de l'AKP entreprend de désamorcer les revendications de la DİAYDER en lançant une « initiative des *mele*⁴⁸ » : un millier de prédicateurs kurdes formés dans les *madradas* se voient offrir, après un stage de réadaptation, un poste rétribué par la DIYANET⁴⁹. Le vice-premier ministre Bekir Bozdağ déclare :

« Ces imams [venus des *madradas*] sont des orateurs et des hommes respectés dans leurs communautés, leurs paroles peuvent apaiser ou mobiliser les habitants. Grâce à ce [recrutement officiel], nous éviterons que ces imams ne tombent sous le contrôle d'autres forces⁵⁰.

Avec les pluies d'automne, les « Vendredis civils » de Diyarbakır se déplacent de la place Dağkapı vers le marché souterrain Selahattin Ayyubi ; le « *mele* » Zahit Çiftkuran, président de la DİAYDER, rassemble toujours des foules de plusieurs milliers de fidèles avec des sermons en kurmandji et zaza, les deux principaux dialectes kurdes de Turquie. Questionné par le journal Evrensel, il déclare que les prédicateurs officiels sont largement perçus comme des relais du discours gouvernemental ; il réclame seulement le droit de célébrer le culte en langue kurde, et indique que les fidèles ne feront pas confiance à l'« initiative des *mele* » tant que cette revendication ne sera pas satisfaite. D'autres membres de la DİAYDER, certains cités par leur nom : Abdulkadir Ergünlü, Ali Güllü, Recep Tarhan, Abdullah Ölmez, sont plus revendicatifs et expliquent que les sermons du Vendredi civil sont une occasion pour eux de dénoncer les injustices subies par le peuple kurde⁵¹.

En 2012, les manifestations du Vendredi civil se poursuivent. Le 11 mai 2012, des prières du Vendredi civil se tiennent dans les provinces de Diyarbakır, Hakkari, Mersin, Van, Siirt, Mardin, Şırnak, etc. A Diyarbakır, le « *mele* » Süleyman Ekinci, membre de la DİAYDER, prononce le discours d'ouverture de la cérémonie présidée par Zahit Çiftkuran ; ce dernier appelle à mettre fin à la guerre et à la persécution. A Bismil, le prédicateur Enver Çelik déclare que les Kurdes sont le plus musulman de tous les peuples et qu'ils sont injustement persécutés, leurs terres occupées, leurs villages brûlés et leurs enfants massacrés. A Silvan, dans la salle municipale des condoléances, l'imam Hüsnü Çalışıcı appelle à la paix. A Siirt, dans le garage municipal, Mehmet Polat prêche en kurde devant plusieurs centaines de personnes dont les cadres provinciaux du BDP. A Van, où la prière se tient sur le parking municipal, le prédicateur Yusuf Kılınc, président de l'Association des imams de Van, appelle à une trêve pour le mois de Ramadan. A Hakkari, la cérémonie, présidée par Fikret Turan, a lieu au siège provincial du BDP, de même qu'à Malazgirt avec le prédicateur Nuri Adıyaman, et à Manisa (ouest de la Turquie) où le « *mele* » Muhyeddin Oğuz invite à s'opposer à la persécution des peuples et rappelle que Mahomet avait dû fuir La Mecque pour échapper à la persécution. A Mersin (sud de la Turquie), plus de 2 000

⁴³ En turc : « *köy korucusu* ».

⁴⁴ COPEAUX Etienne, Susam Sosak, 29/03/2014, [url](#)

⁴⁵ Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 28/08/2020, [url](#)

⁴⁶ Psephos, "REPUBLIC OF TURKEY - PARLIAMENTARY ELECTIONS OF 12 JUNE 2011 - National summary", 2011, [url](#)

⁴⁷ Psephos, "REPUBLIC OF TURKEY - PARLIAMENTARY ELECTIONS OF 12 JUNE 2011 - Voting by electoral district", 2011, [url](#)

⁴⁸ En turc : « *Mele Açılımı* ».

⁴⁹ GÜRBÜZ Mustafa, Amsterdam University, 2016, p. 120, [url](#) ; Evrensel, 27/12/2011, [url](#)

⁵⁰ GÜRBÜZ Mustafa, Amsterdam University, 2016, p. 120, [url](#)

⁵¹ Evrensel, 27/12/2011, [url](#)

personnes assistent à la cérémonie dans le Parc des équipements culturels et sociaux de la Méditerranée⁵².

Le 14 juillet 2012, premier « Vendredi civil » du mois de Ramadan, des prières publiques rassemblent plusieurs milliers de personnes à Cizre, İdil et Silopi (province de Şırnak), à Urfa, Siirt, Batman, Van, Hakkari, Manisa (provinces éponymes), Malazgirt (province de Muş), dans les districts de Diyarbakır-Centre, Silvan et Bismil (province de Diyarbakır) : les prédicateurs (« mele ») appellent à la paix après des affrontements violents entre policiers et manifestants à Diyarbakır. Dans cette ville, le « mele » Mehmet Günden, membre de la DİAYDER, tient un sermon dans le bazar souterrain Salahettin Eyyubi pour dire que « c'est un crime de tuer et persécuter ». A Cizre, Sait Özdemir prêche devant environ 2 000 personnes. A Silopi, Mehmet Sadak fait un sermon en kurde devant quelques centaines de fidèles. A İdil, où le prédicateur est simplement désigné comme « Ali », la prière se tient dans la salle municipale. A Urfa, Mehmet Akbaş tient un sermon au siège provincial du BDP et condamne les violences de la police contre les manifestants. A Bismil, le prédicateur Feyzi Yavuzkılınç dénonce la cruauté des dictateurs⁵³.

Le vendredi 9 novembre 2012 à Yüksekova (province de Hakkari, Sud-Est), alors qu'une prière du vendredi civil se tient sur l'avenue Cengiz Topel, des lycéens tiennent un sit-in sur la même avenue en faveur des prisonniers en grève de la faim : ils crient des slogans du PKK et brandissent des portraits d'Abdullah Öcalan. La police intervient avec des gaz lacrymogènes et des canons à eau, dispersant à la fois les lycéens et les fidèles⁵⁴.

Le 25 mars 2013, le « mele » Zahit Çiftkuran, président de la DİAYDER, questionné par le média local pro-kurde *Yüksekova Haber*, déclare que les célébrations du Vendredi civil se poursuivent depuis deux ans et continueront jusqu'à ce que le droit au culte en langue kurde soit effectivement reconnu. Il accorde peu de valeur aux promesses du Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan qui, lors d'une visite à Mardin en février 2013, avait promis de légaliser la célébration du culte en turc, arabe et kurde. Zahit Çiftkuran accorde davantage de valeur aux déclarations d'Abdullah Öcalan, qu'il appelle respectueusement « Monsieur Öcalan⁵⁵ », en faveur d'un système démocratique assurant l'égalité des peuples, des langues et des religions⁵⁶.

4. Poursuites judiciaires

Les sources publiques consultées ne mentionnent que de rares cas de poursuites judiciaires à l'encontre de personnes ayant participé à différents titres aux célébrations du Vendredi civil.

Les bulletins quotidiens de la Fédération des droits de l'homme de Turquie (HRFT/TIHV⁵⁷) pour l'année 2011 ne mentionnent aucun cas d'arrestation liée au Vendredi civil⁵⁸.

Le 26 janvier 2012 à Aydın (ouest de la Turquie), le prédicateur Abdurrahman Dayan, qui avait participé aux prières du Vendredi civil dans les « tentes de la solution démocratique » (voir 2.) en 2011 dans la province d'Aydın, est jugé par la 2^{ème} chambre du Tribunal de première instance de cette province et condamné à 12 mois d'emprisonnement pour « incitation à la haine et à l'hostilité » en vertu de l'article 216 du Code pénal turc⁵⁹. Il affirme n'avoir prononcé aucun appel à la violence et n'avoir fait qu'encourager à une paix négociée avec Abdullah Öcalan, et énoncé une traduction kurde de deux versets du Coran incitant à la paix et à la concorde⁶⁰.

⁵² Yüksekovova Güncel, 11/05/2012, [url](#)

⁵³ Evrensel, 20/07/2012, [url](#)

⁵⁴ Habertürk, 09/11/2012, [url](#)

⁵⁵ En turc : « *Sayın Öcalan* ».

⁵⁶ Yüksekova Haber, 25/03/2013, [url](#)

⁵⁷ En anglais : « *Human Rights Foundation of Turkey* », en turc : « *Türkiye İnsan Hakları Vakfı* ».

⁵⁸ Fondation des droits de l'homme de Turquie (HRFT/TIHV), « Category:Bulletins in 2011 », 2011, [url](#)

⁵⁹ Fondation des droits de l'homme de Turquie (HRFT/TIHV), 26/01/2012, [url](#)

⁶⁰ Yüksekova Haber, 25/01/2012, [url](#)

Le 14 décembre 2012, un nommé Cemalettin Demir est arrêté à Şemdinli (province de Şırnak) pendant la célébration de la prière du vendredi, sur le soupçon de liens avec l'organisation illégale KCK (voir 2.). Les circonstances exactes ne sont pas connues⁶¹.

Le rapport annuel de l'Association des droits de l'homme (IHD⁶²) pour l'année 2012 mentionne de nombreux cas de violation des droits de l'homme en Turquie mais aucun qui soit lié à la campagne du Vendredi civil ou manifestation religieuse similaire⁶³.

En mars 2012 dans la province d'Erzurum, d'après un article du journal turc anglophone *Today's Zaman*, un « imam bénévole », terme qui désigne les imams non officiels, est chassé par les villageois parce qu'il demandait à un père de famille d'envoyer son fils mineur rejoindre les combattants clandestins du PKK ; la source ne mentionne pas de poursuite à l'encontre de cet imam⁶⁴.

Le 25 mars 2013, Zahit Çiftkuran, président de la DİAYDER, dans l'interview déjà citée à *Yüksekova Haber*, déclare que des dizaines de « mele » ont été arrêtés et détenus dans le cadre du procès de masse du KCK (voir 2.) et que beaucoup d'entre eux ont été sanctionnés de diverses manières⁶⁵. Entre 2009 et 2012, environ 2 000 militants et élus de la mouvance politique pro-kurde soupçonnés de liens avec le KCK ont été arrêtés ; 174 d'entre eux passent en procès entre 2012 et 2017⁶⁶. La présence de prédicateurs parmi les personnes arrêtées n'est pas confirmée par ailleurs.

Le 29 décembre 2015 à Şırnak, l'imam Bakır Kutlu est arrêté pour avoir, dans son sermon du vendredi, défendu le droit au « gouvernement autonome », une des principales revendications de la mouvance pro-kurde ; relâché le même jour, il est de nouveau arrêté le 1^{er} janvier 2016 sous l'accusation d'insulte au chef de l'Etat. Il est condamné à trois ans et deux mois d'emprisonnement avec sursis⁶⁷.

Le cas le mieux documenté est celui d'Abdülkadir Anar (âgé de 63 ans en 2018), ancien élève d'une *madrassa* et ancien membre de la DİAYDER, qui avait exercé les fonctions d'imam pendant plusieurs années dans la province de Diyarbakır et autres localités du Sud-Est avant de prendre sa retraite et de devenir membre du conseil municipal de Bağlar (province de Diyarbakır) sous l'étiquette du BDP. Inculpé sans placement en détention, Abdülkadir Anar est condamné, le 3 septembre 2018, à 6 ans et 3 mois d'emprisonnement par la 8^{ème} chambre de la Cour d'assises de Diyarbakır pour « appartenance à une organisation terroriste », pour avoir célébré les « prières civiles du Vendredi », dirigé les prières funéraires de combattants clandestins du PKK, participé à leurs funérailles, aux condoléances et aux prières collectives à leur mémoire, et avoir, en séance du conseil municipal, protesté contre la destruction de tombes de combattants du PKK⁶⁸. Le 12 juillet 2019, la peine est confirmée en appel par la 18^e chambre de la Cour régionale de justice de Gaziantep. L'avocat de l'imam, maître Soran Haldi Mızrak, déclare qu'il présentera un recours devant la Cour suprême d'appel, que son client n'a jamais appelé à la violence et que ses déclarations, faites en tant qu'élue municipal du BDP, relevaient de la liberté reconnue aux partis politiques⁶⁹. Cette information est reprise par la Fédération turque des droits de l'homme (HRFT/TIHV) et par l'association *Demokratisches TürkeiForum* (DTF), basée en Allemagne, dans leurs bulletins hebdomadaires des violations des droits de l'homme en Turquie⁷⁰. L'avocat de l'accusé estime que la Cour suprême d'appel devra annuler cette sentence pour se conformer à des décisions récentes de la Cour européenne des droits de l'homme garantissant la liberté politique d'une part, la liberté de religion et de conscience d'autre part, et que même si la sentence était confirmée, la

⁶¹ HRFT/TIHV, 17/12/2012, [url](#)

⁶² En turc : « *İnsan Hakları Derneği* ».

⁶³ Fédération international des droits de l'homme (FIDH), 10/05/2013, [url](#)

⁶⁴ Commission de immigration et du statut de réfugié au Canada (CISR), 15/06/2012, [url](#)

⁶⁵ Yüksekova Haber, 25/03/2013, [url](#)

⁶⁶ Asylum Research Consultancy, 21/11/2017, [url](#) ; MARCOU Jean, 06/07/2012, [url](#) ; SAEED Seevan, University of Exeter, 09/2014, [url](#)

⁶⁷ HRFT/TIHV, "06-12 February 2016 Daily Human Rights Report", § "(02/059) Imam Convicted on the Allegations of Insulting State President...", 12/02/2016, [url](#)

⁶⁸ Kronos, 03/09/2018, [url](#)

⁶⁹ Evrensel, 12/07/2019, [url](#) ; Independent Türkçe, 12/07/2019, [url](#)

⁷⁰ Demokratisches TürkeiForum (DTF), m. à j. le 05/08/2019, [url](#) ; HRFT/TIHV, « 13 – 16 Temmuz 2019 Günlük İnsan Hakları Raporu », 07/2019, [url](#)

peine devrait être réduite d'un quart et portée à quatre ans et deux mois en vertu de la législation en vigueur⁷¹.

Bibliographie

Sites web consultés en mars 2021.

Organisation intergouvernementale

Conseil des droits de l'homme des Nations unies, « Follow-up to the recommendations made by the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances in its report on its visit to Turkey from 14 to 18 March 2016 (A/HRC/33/51/Add.1); Report of the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances [A/HRC/45/13/Add.4] », 28/08/2020, https://www.ecoi.net/en/file/local/2036889/A_HRC_45_13_Add.4_E.pdf

EASO, « EASO Country of Origin Information Report : Turquie, Country Focus », 11/2016, https://www.easo.europa.eu/sites/default/files/publications/COI%20Turkey_15nov%202016.pdf

Institutions nationales

Commission de l'immigration et du statut de réfugié au Canada (CISR), « Turkey: The Kurdistan Workers' Party (PKK), including areas of operation and targets, methods of recruitment and activities; state response [TUR104075.E] », 15/06/2012, <https://www.ecoi.net/en/document/1017474.html>

Organisations non gouvernementales

Demokratisches TürkeiForum (DTF), «13-16 July 2019 Daily Human Rights Report», m. à j. le 05/08/2019, http://www.tuerkeiforum.net/enw/index.php?title=13-16_July_2019_Daily_Human_Rights_Report

HRFT/TIHV, « 13 – 16 Temmuz 2019 Günlük İnsan Hakları Raporu », 07/2019, <https://tihv.org.tr/gunluk-ih-raporlari/13-16-temmuz-2019-gunluk-insan-haklari-raporu/>

HRFT/TIHV, «06-12 February 2016 Daily Human Rights Report, 12/02/2016, http://www.tuerkeiforum.net/enw/index.php?title=06-12_February_2016_Daily_Human_Rights_Report

Fédération international des droits de l'homme (FIDH), «IHD Annual Report 2012», 10/05/2013, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/IHD-Annual-Report-2012_a13250.pdf

HRFT/TIHV, « 15-17 December 2012 Daily Human Rights Report », 17/12/2012, http://www.tuerkeiforum.net/enw/index.php?title=15-17_December_2012_Daily_Human_Rights_Report

Fondation des droits de l'homme de Turquie (HRFT/TIHV), « 26.01.2012 Daily Human Rights Report », 26/01/2012, http://www.tuerkeiforum.net/enw/index.php?title=26.01.2012_Daily_Human_Rights_Report

Fondation des droits de l'homme de Turquie (HRFT/TIHV), « Category:Bulletins in 2011 », 2011, http://www.tuerkeiforum.net/enw/index.php?title=Category:Bulletins_in_2011

Ouvrages

⁷¹ Evrensel, 12/07/2019, [url](#)

BENGIO Ofra, "Kurdish Awakening: Nation Building in a Fragmented Homeland", University of Texas, 15/11/2015

<https://books.google.fr/books?id=caCDBAAQBAJ&printsec=frontcover&dq=%E2%80%9CKurdish+Awakening:+Nation+Building+in+a+Fragmented+Homeland%E2%80%9D.&hl=fr&sa=X&ved=2ahUKEwiBpOGBpc7vAhWt8uAKHXxiDbsQ6AEwAHoECAEQAg#v=onepage&q=%E2%80%9CKurdish%20Awakening%3A%20Nation%20Building%20in%20a%20Fragmented%20Homeland%E2%80%9D%2C&f=false>

GÜRBÜZ Mustafa, "Rival Kurdish movements in Turkey: transforming ethnic conflict", Amsterdam University, 2016, p. 115-120,

<file:///D:/Users/Fixe/Downloads/9789048527427.pdf>

Think tanks et publications universitaires

CHABRE Théotime, « Du séparatisme au "confédéralisme démocratique" : évolution des revendications du PKK de 1978 à aujourd'hui », Les Clés du Moyen-Orient, 06/08/2015,

<http://www.lesclesdumoyenorient.com/Du-separatisme-au-confederalisme.html>

International Crisis Group, "Turkey's Kurdish Impasse: The View from Diyarbakır", 30/11/2012,

https://www.ecoi.net/en/file/local/1288237/1226_1354543866_222-turkeys-kurdish-impasse-the-view-from-diyarbakir.pdf

BAUD Jacques, « Parti des Travailleurs Kurdes (PKK) », Globalterrorwatch, 25/04/2012,

<http://www.globalterrorwatch.ch/?p=823>

BURDY Jean-Paul, « Pour Jean-Paul Burdy : En Turquie, "ce qui pose problème au regard de la liberté de conscience, c'est la définition de l'identité nationale" », Ovipot, 16/10/2010,

<https://ovipot.hypotheses.org/1344>

BURDY Jean-Paul, « Les identités occultées : suite et fin de l'interview de Jean-Paul Burdy sur la liberté de conscience et de religion en Turquie », Ovipot, 20/04/2010,

<https://ovipot.hypotheses.org/1353>

MARCOU Jean, « Les députés kurdes restent au parlement turc et le BDP succède au DTP », Ovipot, 20/12/2009,

<https://ovipot.hypotheses.org/1125>

Kurdanistica.com, « Sufi Mystic Orders », 1992,

<http://kurdanistica.com/sufi-mystic-orders/>

American University, Washington DC, « Mustafa Gurbuz, Sr Adjunct Professorial Lecturer, Critical RGC Studies », s.d.,

<https://www.american.edu/cas/faculty/gurbuz.cfm>

Médias

Evrensel, « Sivil cuma namazı kıldırın imama verilen ceza onandı », 12/07/2019,

<https://www.evrensel.net/haber/382924/sivil-cuma-namazi-kildiran-imama-verilen-ceza-onandi> ;

Independent Türkçe, « Kürtçe hutbe okuyan ve "sivil cuma namazı" kıldırın imama hapis cezası », 12/07/2019,

<https://www.indytrk.com/node/50611/haber/k%C3%BCrt%C3%A7e-hutbe-okuyan-ve-sivil-cuma-namaz%C4%B1-k%C4%B1d%C4%B1ran-imama-hapis-cezas%C4%B1>

Kronos, « 'Sivil cuma namazı' kıldırın imama 6 yıl 3 ay hapis », 03/09/2018,

<https://kronos34.news/tr/sivil-cuma-namazi-kildiran-imama-6-yil-3-ay-hapis/>

Yüksekova Haber, “Öcalan dinler ve diller eşit olsun diyor”, 25/03/2013,
<https://www.yuksekovahaber.com.tr/haber/ocalan-dinler-ve-diller-esit-olsun-diyor-97438.htm>

Habertürk, « Yüksekova karıştı », 09/11/2012,
<https://www.haberturk.com/gundem/haber/792631-yukseкова-karisti>

Evrensel, “Ramazanın ilk ‘Sivil Cuma’sında barış çağrısı”, 20/07/2012,
<https://www.evrensel.net/haber/32944/ramazanın-ilk-sivil-cumasında-baris-cagrisi>

Yüksekovova Güncel, “SİVİL CUMA'DA 'TEK DİN' TEPKİSİ”, 11/05/2012,
<https://www.yuksekovaguncel.org/guncel/sivil-cumada-tek-din-tepkisi-h31307.html>

Yüksekova Haber, “Ayete okuyan meleye hapis”, 25/01/2012,
<https://www.yuksekovahaber.com.tr/haber/ayet-okuyan-meleye-hapis-65666.htm>

Evrensel, “Öyle melenin itibarı kalmaz”, 27/12/2011,
<https://www.evrensel.net/haber/20044/oyle-melenin-itibari-kalmaz>

Habertürk, “Diyarbakır'da 'sivil Cuma namazı’”, 15/04/2011,
<https://www.haberturk.com/gundem/haber/621263-diyarbakırda-sivil-cuma-namazi>

Ilke Haber, “BDP'den alternatif Cuma namazı”, 15/04/2011,
<https://www.ilkehaber.com/haber/bdpden-alternatif-cuma-namazi-16155.htm>

Bianet, “‘Sivil Cuma Namazı’ Kılındı”, 08/04/2011, <https://bianet.org/bianet/siyaset/129155-sivil-cuma-namazı-kilindi>

Blog

COPEAUX Etienne, « Esquisse n° 48 - La guerre : les protecteurs de village », Susam Sosak, 29/03/2014,
<http://www.susam-sokak.fr/article-esquisse-n-48-la-guerre-les-protecteurs-de-village-123145400.html>

Autres

Wikipedia (en turc), “Mele (dinî unvan)”, m.à j. le 10/06/2020,
[https://tr.wikipedia.org/wiki/Mele_\(din%C3%AE_unvan\)](https://tr.wikipedia.org/wiki/Mele_(din%C3%AE_unvan))

Psephos, “REPUBLIC OF TURKEY - PARLIAMENTARY ELECTIONS OF 12 JUNE 2011 - National summary”, 2011,
<http://psephos.adam-carr.net/countries/t/turkey/turkey2011.txt>

Psephos, “REPUBLIC OF TURKEY - PARLIAMENTARY ELECTIONS OF 12 JUNE 2011 - Voting by electoral district”, 2011,
<http://psephos.adam-carr.net/countries/t/turkey/turkey2011.txt>

)